

Enquête panel Selects 2019-2021

Depuis 1995, l'étude électorale suisse Selects analyse le comportement électoral des citoyen·ne·s suisses lors des élections fédérales. Reconnue d'importance nationale, cette étude apporte une contribution précieuse à la recherche en sciences sociales et politiques en Suisse.

Dans le cadre de l'étude Selects, plusieurs enquêtes sont menées périodiquement. L'une d'entre elles est une enquête en ligne de type panel qui interroge les mêmes personnes à plusieurs reprises. L'enquête panel permet de suivre l'évolution des opinions et attitudes politiques avant et après chaque élection fédérale. Ce rapport présente quelques résultats issus des cinq vagues de cette enquête, laquelle a été réalisée entre mai 2019 et novembre 2021. Au total, près de 8'000 personnes ont participé à au moins l'une des cinq vagues.

	Vague 1	Vague 2	Vague 3	Vague 4	Vague 5
Période des interviews	20.05.2019 – 08.07.2019	02.09.2019 – 17.10.2019	21.10.2019 – 09.12.2019	28.09.2020 – 02.11.2020	27.09.2021 – 01.11.2021
Nombre d'interviews valides	7'939	5'577	5'125	2'499	2'323

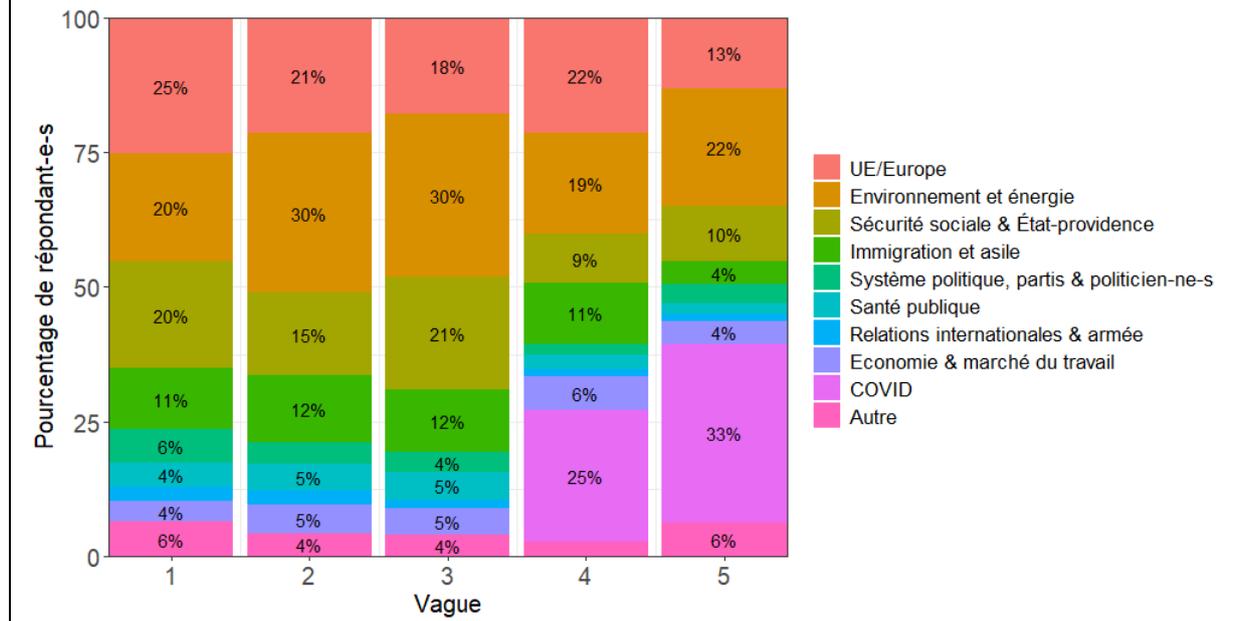
Problème politique le plus important

Quel est le problème politique principal auquel la Suisse doit faire face selon les Suisse·sse·s? Le graphique 1 ci-dessous présente les résultats des cinq vagues de l'enquête. Pour chaque vague, le graphique montre la part des répondant·e·s ayant indiqué que tel ou tel problème politique était le plus saillant en Suisse.

Avant la pandémie de COVID-19 (vagues 1 à 3), quatre thématiques ont représenté la préoccupation principale des Suisse·sse·s. Il s'agit des relations avec l'Union européenne, de l'environnement, de la sécurité sociale et de l'immigration et l'asile. A l'approche des élections fédérales de 2019, la thématique de l'environnement a nettement gagné en importance (vagues 2 et 3), pour s'établir comme le problème politique principal en Suisse selon les répondant·e·s. Ce résultat est probablement à mettre en lien avec la percée électorale des Vert·e·s (+ 6.1 points de pourcentage par rapport aux élections fédérales de 2015) et des Vert·libéraux (+ 3.2 points).

Par la suite, entre les vagues 3 et 4, l'émergence de la pandémie de COVID-19 a clairement modifié les préoccupations des personnes qui ont participé à l'enquête. Alors qu'en 2020 (vague 4), environ un quart des répondant·e·s indiquaient que le COVID était le problème principal en Suisse, ce chiffre est passé à environ un tiers en 2021 (vague 5). Par ailleurs, la majorité des personnes qui ont indiqué lors de la 4^e vague le COVID comme problème principal avaient indiqué l'une des trois problématiques majeures identifiées précédemment (environnement, sécurité sociale, UE) lors de la vague précédente (vague 3).

Graphique 1: Problème politique identifié comme étant le plus important, en pourcentage des répondant·e·s pour chaque vague de l'enquête



Note méthodologique

L'échantillon de personnes interviewées diminuant au cours du temps, il est possible de "corriger" les échantillons des vagues 2 à 5 grâce à une pondération longitudinale. Ceci permet de rendre comparable les cinq vagues de l'enquête, comme si toutes les personnes interviewées lors de la première vague avaient effectivement participé à toutes les vagues.

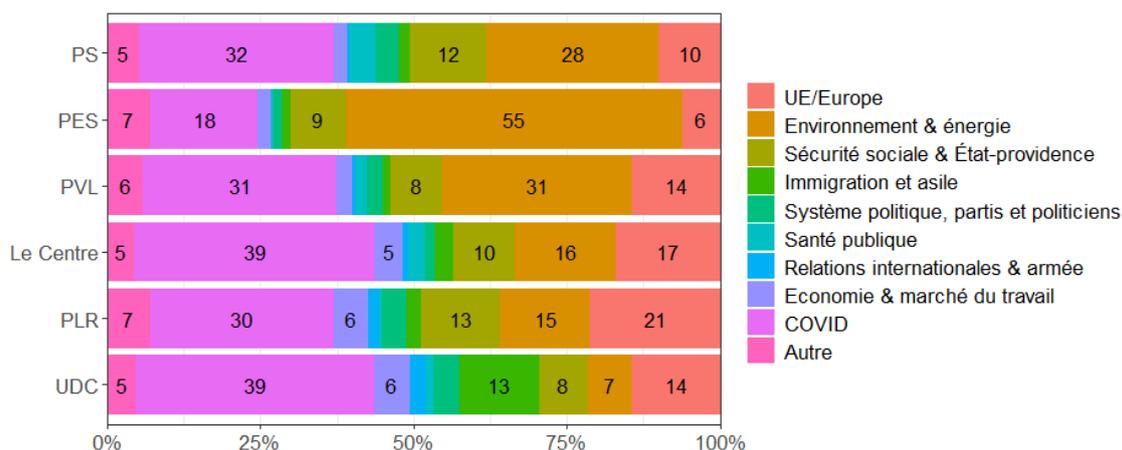
L'importance accordée à la thématique du coronavirus par une part toujours plus grande de la population semble assez claire d'après ces premiers résultats. Mais existe-t-il des différences entre l'électorat de différents partis politiques? Le choix de vote d'une personne peut dans une certaine mesure être expliqué par le problème politique que celle-ci estime être le plus important. Pensons à l'environnement et aux Verts ou à l'immigration et l'UDC. La pandémie de COVID-19 et l'importance que celle-ci a pris dans nos vies a potentiellement changé la donne.

Le graphique 2 ci-dessous présente la répartition de l'importance accordée à différents problèmes politiques pour l'électorat potentiel des six principaux partis politiques suisses en 2021 (vague 5). Le premier élément que l'on note est l'importance accordée au problème du coronavirus par l'électorat de tous les partis. A l'exception des électeur·rice·s des Vert·e·s et des Vert·libéraux, il s'agit de la thématique considérée comme étant la plus importante par d'innombrables répondant·e·s. Parmi les personnes interrogées, ce sont les électeur·rice·s du Centre et de l'UDC qui sont les plus susceptibles d'indiquer le COVID comme problématique la plus importante (environ 39 % de ces dernier·ère·s). A l'opposé, les électeur·rice·s des Verts ne sont qu'environ 18 % à avoir indiqué le COVID comme principal problème, contre 55 % indiquant l'environnement comme représentant le problème politique le plus important. Par comparaison, l'électorat potentiel des Vert·libéraux est partagé également entre les deux thématiques: à peu près 31 % des sympathisant·e·s du parti estiment que le COVID est le problème le plus important et une proportion similaire considère qu'il s'agit de l'environnement.

Il est intéressant de constater que l'électorat des Vert·e·s n'a pas beaucoup changé d'avis concernant l'importance de la thématique de l'environnement depuis les élections fédérales de 2019. Les personnes qui ont voté pour les Vert·e·s en 2019 (vague 3) étaient environ 59 % à considérer l'environnement

comme le problème le plus important, contre environ 55 % aujourd'hui. En comparaison, les personnes qui ont voté pour les Vert'libéraux en 2019 étaient environ 42 % à considérer l'environnement comme le problème le plus important, contre environ 31 % en 2021. D'une façon similaire, alors que près de 25 % des personnes qui indiquent avoir voté pour l'UDC en 2019 considéraient l'immigration et l'asile comme la problématique la plus importante, en 2021, elles ne sont plus qu'environ 13 % à le penser.

Graphique 2: Problème politique identifié comme étant le plus important en 2021, pour l'électorat des six plus grands partis politiques suisses



Résultats de la cinquième vague de l'enquête. N (pondéré) = 2'071 personnes.

PS: Parti socialiste; PES: Parti écologiste suisse (Les Vert·e·s); PVL: Parti vert'libéral; Le Centre (fusion du Parti démocrate-chrétien [PDC] et du Parti bourgeois-démocratique [PBD]); PLR: Parti libéral-radical; UDC: Union démocratique du centre.

Evolution des préférences partisans depuis les élections fédérales de 2019

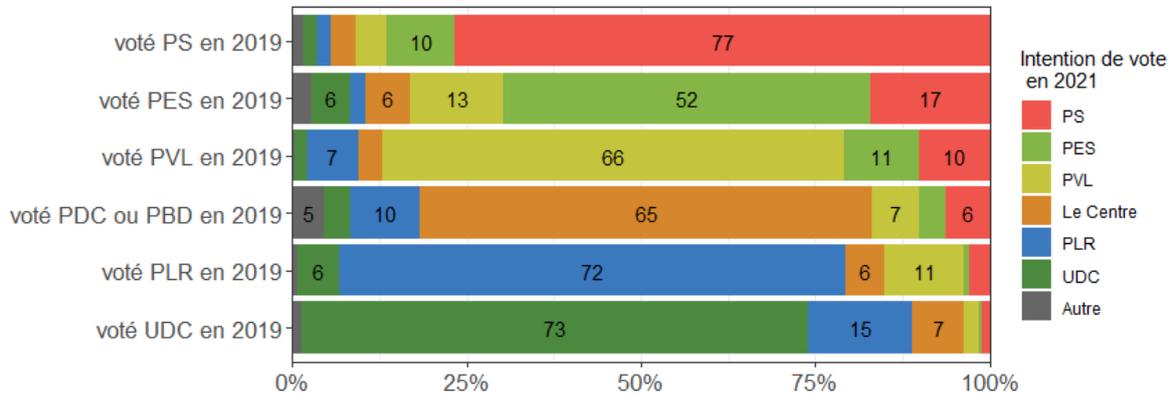
Comment les préférences partisans des Suisse·sse·s ont-elles évolué depuis les élections fédérales de 2019? En comparant l'intention de vote en 2021 des répondant·e·s (vague 5) avec leur choix de vote effectif lors des élections fédérales de 2019 (vague 3), il est possible de caractériser une telle évolution (graphique 3).

Tout d'abord, on remarque une certaine stabilité en termes d'intentions de vote puisque plus de deux tiers des personnes interviewées envisageraient de voter pour le même parti en 2021 que le parti pour lequel elles ont voté en 2019. On constate toutefois certaines différences en fonction du choix de parti. Alors que 77 % des électeur·rice·s du PS de 2019 voteraient encore pour ce parti en 2021, seules 52 % des personnes qui ont voté pour les Vert·e·s en 2019 choisiraient à nouveau ce parti en 2021. Une partie non négligeable de ces dernières opteraient plutôt pour le PS (17 %) ou les Vert'libéraux (13 %).

En ce qui concerne justement les électeur·rice·s des Vert'libéraux de 2019, environ deux tiers voteraient à nouveau pour ce parti en 2021, contre à peu près 11 % pour les Vert·e·s et 10 % pour le PS. L'électorat de ce parti semble donc se fidéliser de plus en plus ce qui pourrait lui être profitable lors de prochaines élections. Au centre-droit, les personnes qui avaient voté pour le PDC ou le PBD (formant aujourd'hui Le Centre) seraient également à peu près deux tiers à voter en 2021 pour Le Centre tandis qu'environ 10 % d'entre elles opteraient plutôt pour le PLR. En ce qui concerne ce dernier, 72 % de ses électeur·rice·s de 2019 voteraient à nouveau pour le PLR alors qu'environ 11 % se tourneraient plutôt vers les Vert'libéraux, 6 % vers l'UDC, de même que 6 % vers Le Centre. Finalement, les électeur·rice·s de

l'UDC de 2019 resteraient fidèles au parti à hauteur d'environ 73 %, 15 % choisiraient plutôt le PLR et 7 % voteraient pour le Centre. Mise à part le PS, il s'agit du parti qui disposerait de l'électorat le plus fidèle.

Graphique 3: Comparaison de l'intention de vote en 2021 avec le vote effectif aux élections fédérales de 2019



N (pondéré) = 1'835 personnes.

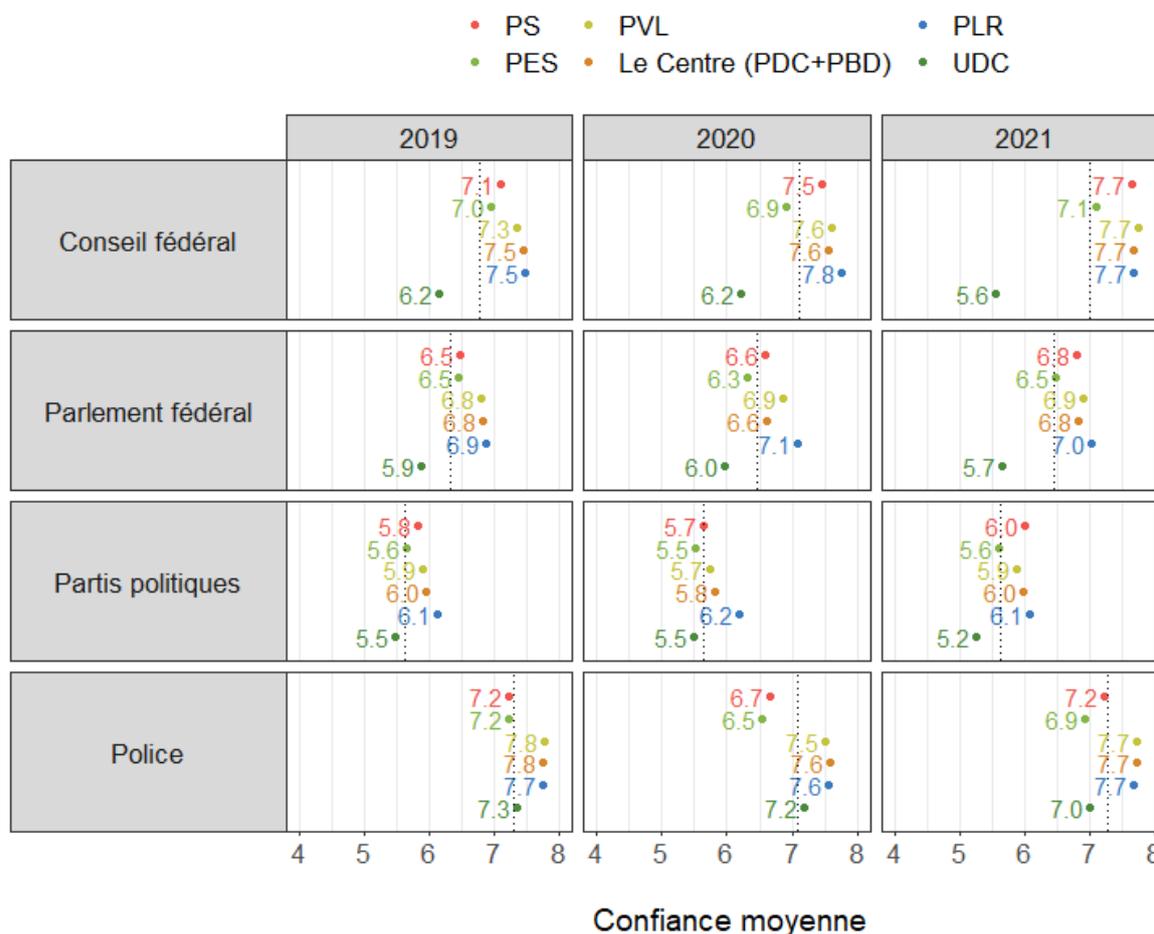
Confiance envers diverses institutions et autorités politiques

Diverses autorités politiques exercent différentes tâches pour la collectivité publique. La confiance que les citoyen·ne·s accordent à ces autorités traduit dans une certaine mesure la qualité du lien qui existe entre la population et les autorités. Au niveau fédéral, le Conseil fédéral et le Parlement constituent deux institutions phares de la politique suisse. Le lien entre citoyen·ne·s et autorités politiques passe par les partis politiques, lesquels ont la charge de relayer les préférences des citoyen·ne·s au sein des institutions politiques. La confiance envers les partis politiques est donc un enjeu important. Finalement, la police, en tant que dépositaire de l'autorité publique, est un acteur important de tout système politique.

Dans quelle mesure la population a-t-elle confiance en ces diverses institutions? Le graphique 4 ci-dessous présente la confiance moyenne des répondant·e·s envers ces différentes autorités, en fonction de leur intention de vote. Il a été demandé aux répondant·e·s d'indiquer, sur la base d'une échelle allant de 0 (aucune confiance) à 10 (pleine confiance), leur degré de confiance envers différentes autorités.

Tout d'abord, on remarque que la confiance moyenne envers le Conseil fédéral a été systématiquement plus élevée que celle envers le Parlement et qu'elle a même légèrement augmenté durant la pandémie, passant de 6.8 en 2019, à 7.1 en 2020, puis 7.0 en 2021 (sur la base de l'ensemble des répondant·e·s). Il en va de même pour le Parlement, dont la confiance moyenne est passée d'environ 6.3 en 2019 pour se stabiliser à 6.5 en 2020 et 2021. Une exception notable concerne l'électorat de l'UDC qui, même s'il a conservé un niveau de confiance moyen similaire lors de la première année de la pandémie avec celui qui prévalait avant la crise, a quelque peu perdu en confiance par la suite en 2021. L'écart avec l'électorat des autres partis a d'ailleurs augmenté en 2021. L'électorat de l'UDC est également celui qui présente le niveau de confiance le moins élevé de tous. Ensuite, on trouve l'électorat des Vert·e·s qui présente un niveau de confiance moyen systématiquement moins élevé que celui des autres partis. A l'opposé, on trouve notamment l'électorat des partis de centre droit (PLR, PDC et PBD [devenu le Centre], PVL) qui présentent le degré de confiance moyen le plus élevé.

Graphique 4: Confiance moyenne envers diverses autorités sur une échelle de 0 (aucune confiance) à 10 (pleine confiance), en fonction de l'intention de vote.



Les lignes pointillées verticales indiquent la confiance moyenne pour tou-te-s les répondant-e-s.

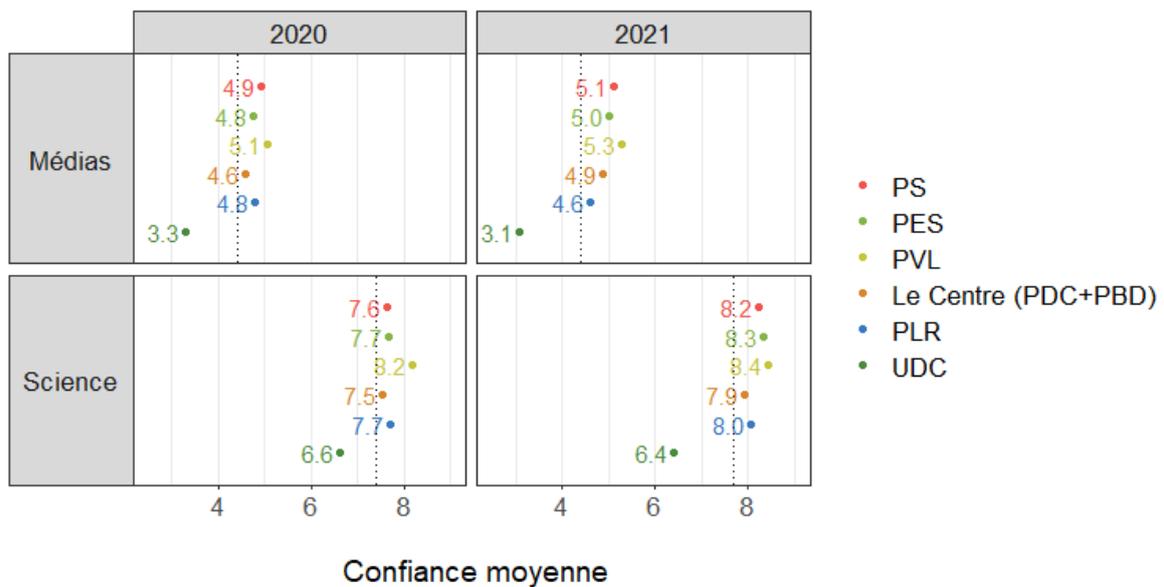
Ensuite, les partis politiques sont l'acteur qui inspirent le moins confiance (à l'exception des médias, voir ci-après) avec un niveau moyen de confiance de 5.6, lequel est resté stable entre 2019 et 2021. Notons que l'on retrouve des différences entre partis. Là encore, ce sont les répondant-e-s qui pensent voter pour l'UDC et, dans une moindre mesure, pour les Vert-e-s, qui présentent le niveau de confiance le moins élevé vis-à-vis des partis politiques au niveau fédéral, mais les écarts sont moins grands que précédemment. A l'opposé, on trouve les sympathisant-e-s du PLR qui accordent un niveau de confiance relativement stable dans le temps et le plus élevé (environ 6.1/10).

Finalement, la confiance moyenne en la police est globalement la plus élevée, oscillant entre 7.3 en 2019 et 2021 et 7.1 en 2020. La vague d'indignations et les importantes manifestations qui ont éclaté aux États-Unis et dans le reste du monde, y compris en Suisse, suite à plusieurs homicides d'Afro-Américain-e-s par la police, ont probablement contribué à faire baisser la confiance envers la police en 2020, principalement pour les sympathisant-e-s de gauche. Cependant, il est assez intéressant de constater qu'en 2021 le degré de confiance moyen envers la police a augmenté à nouveau pour atteindre des niveaux proches de 2019, en tout cas pour le PS, le PLR, le Centre et les Vert-libéraux.

Au-delà des institutions politiques, l'enquête Selects a aussi demandé aux répondant-e-s lors des deux dernières vagues de l'enquête d'indiquer leur degré de confiance envers les médias et la science. La perception de ces deux institutions permet de répondre à deux questions: dans quelle mesure existe-t-il

aussi en Suisse une crise de confiance vis-à-vis des médias? Et, est-ce que les débats liés notamment au rôle et aux recommandations de la Task Force COVID-19, composée d'expert-e-s proposant des avis scientifiques, font écho à une remise en cause de la science plus généralement? Les résultats sont présentés dans le graphique 5 ci-dessous.

Graphique 5: Confiance moyenne envers les médias et la science, sur une échelle de 0 (aucune confiance) à 10 (pleine confiance), en fonction de l'intention de vote.



Les lignes pointillées verticales indiquent la confiance moyenne pour toutes les répondant-e-s.

Premièrement, concernant la confiance envers les médias, on s'aperçoit que celle-ci est particulièrement basse, avec une moyenne globale de 4.4 sur 10. Ce sont les électeur-ric-e-s de l'UDC qui sont les plus sceptiques à l'égard des médias et les électeur-ric-e-s des Vert'libéraux les plus confiant-e-s. Entre 2020 et 2021, il y a cependant eu une légère augmentation de la confiance envers les médias pour les sympathisant-e-s de la majorité des partis, les deux exceptions étant les sympathisant-e-s de l'UDC et du PLR dont le niveau de confiance a au contraire diminué.

Deuxièmement, la confiance en la science semble relativement élevée et a même augmenté entre 2020 et 2021 pour les électeur-ric-e-s de tous les partis à l'exception de l'UDC. Ainsi, on semble assister à une certaine polarisation entre ces deux groupes. Ceci fait peut-être écho à la polarisation déjà observée lors des deux votations récentes sur la loi COVID-19 en juin et novembre 2021 entre l'électorat de l'UDC et celui des autres principaux partis politiques.¹

Performance du gouvernement dans la gestion de la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a amené le Conseil fédéral et les cantons à prendre un certain nombre de mesures pour gérer cette crise. Celles-ci ont été jugées plus ou moins positivement par la population

¹ Analyses VOX sur les votations de juin et novembre 2021:

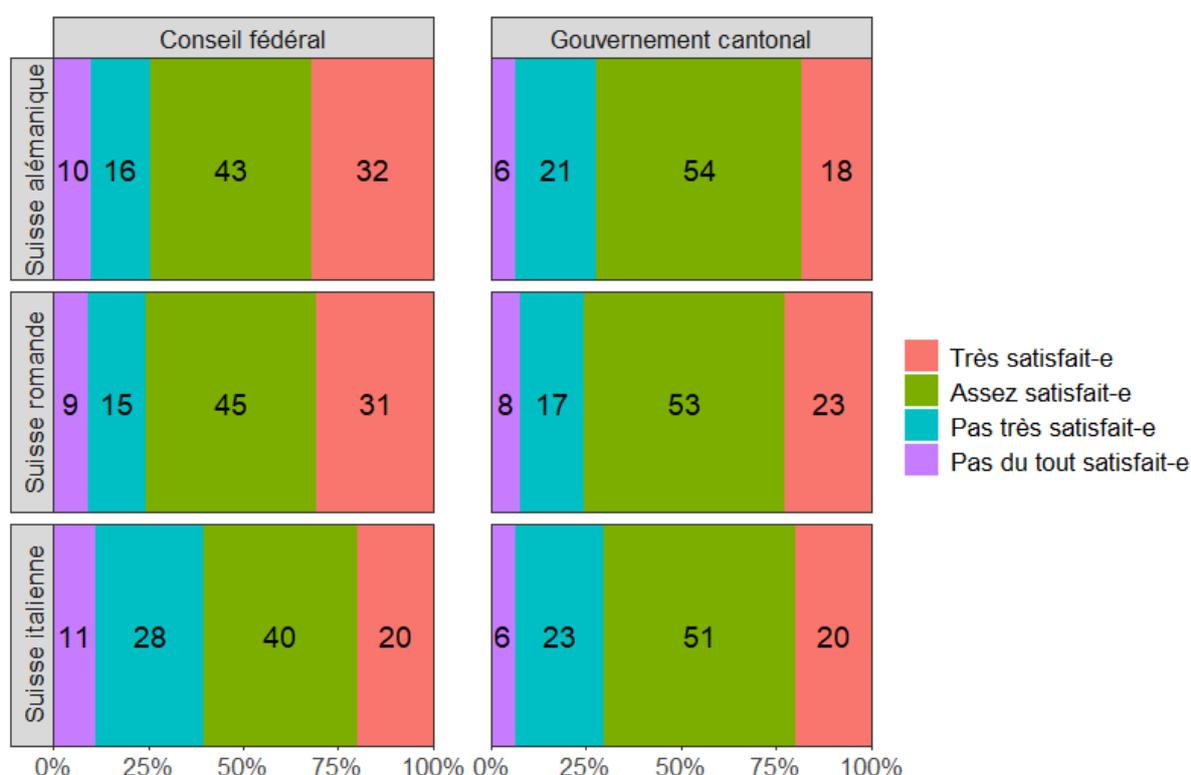
https://vox.gfsbern.ch/wp-content/uploads/2021/08/vox_schlussbericht_def_fr.pdf

https://vox.gfsbern.ch/wp-content/uploads/2022/01/f_vox_schlussbericht_nov_2021_def.pdf

suisse. Le graphique 6 ci-après présente les résultats de la 5^e vague de l'enquête (2021) concernant l'évaluation de la performance du Conseil fédéral et des gouvernements cantonaux par les répondant·e·s en fonction de leur région linguistique.

Dans l'ensemble, presque trois quarts des répondant·e·s indiquent être satisfait·e·s ou très satisfait·e·s de la gestion du gouvernement (fédéral ou cantonal). Les répondant·e·s italophones semblent les plus critiques, notamment envers le Conseil fédéral, avec seulement 60 % d'avis satisfaits ou très satisfaits. Cependant, la différence est moins nette concernant leur gouvernement cantonal, les personnes interviewées étant environ 71 % à juger très favorablement ou relativement favorablement la gestion de leur gouvernement cantonal, contre 76 % pour les Romand·e·s et 72 % pour les Alémaniques.

Graphique 6: Evaluation de la performance du Conseil fédéral et des gouvernements cantonaux dans la gestion de la pandémie de COVID en 2021, selon la région linguistique des répondant·e·s

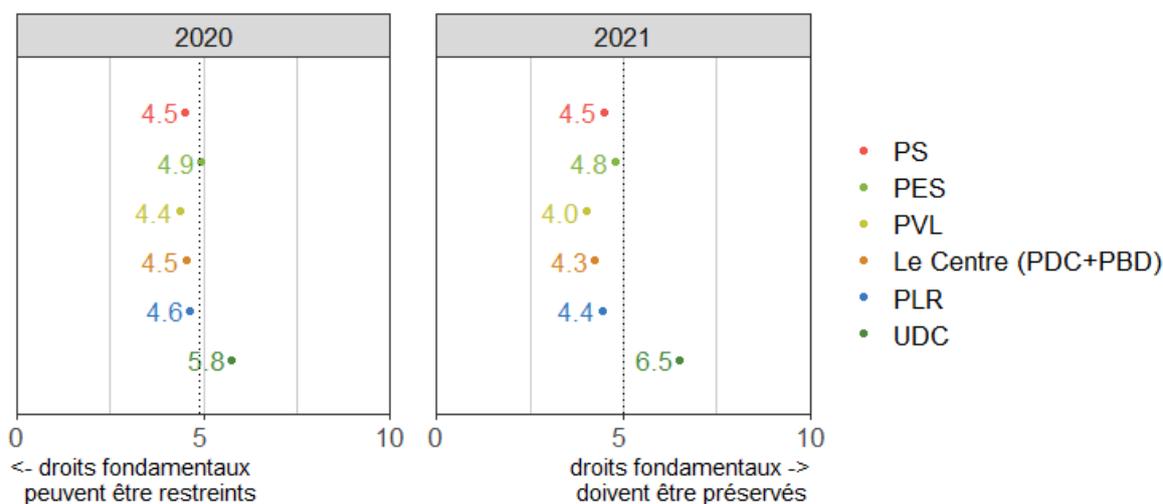


N (pondéré) = 2'307 et 2'296, respectivement.

Perception des mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19

Les mesures prises pour lutter contre la pandémie ont parfois restreint les droits fondamentaux et représentent une restriction à la sphère privée. Dans quelle mesure ces restrictions étaient justifiées selon les participant·e·s à l'enquête? Premièrement, ces dernier·ère·s ont eu à se prononcer sur la légitimité de mettre en place des restrictions aux droits fondamentaux afin de lutter contre la pandémie. Le graphique 7 ci-dessous indique où se positionnent les électeur·rice·s des six principaux partis politiques sur une échelle de 0 (sphère privée et droits fondamentaux peuvent être restreints sans autre) à 10 (sphère privée et droit fondamentaux doivent être préservés à tout prix).

Graphique 7: Légitimité moyenne de restreindre la sphère privée et les droits fondamentaux pour lutter contre la pandémie sur une échelle de 0 à 10, selon l'intention de vote



N pondéré = 2'395 (vague 4) et 2'161 (vague 5), respectivement. 0 = droits fondamentaux peuvent être restreints sans autre. 10 = droits fondamentaux doivent être préservés à tout prix. Les valeurs indiquées sur le graphique représentent la position moyenne pour chaque groupe.

Les lignes pointillées verticales indiquent la position moyenne de l'ensemble des répondant-e-s, à savoir 4.9 pour 2020 et 5.0 pour 2021.

En moyenne, les répondant-e-s semblent estimer qu'il faut trouver un juste milieu entre le respect des droits fondamentaux et certaines restrictions de ces droits, comme l'indiquent les valeurs proches de 5. La position moyenne des répondant-e-s (indiquée par la ligne verticale pointillée) est d'ailleurs restée stable entre les deux dernières vagues de l'enquête (valeur de 4.9 en 2020 et 5.0 en 2021). Cependant, la majorité des sympathisant-e-s des différents partis tendent légèrement plus vers la possibilité de restreindre certains droits fondamentaux. Les sympathisant-e-s UDC font figure d'exception et tendent plus vers le respect absolu des droits fondamentaux plutôt que vers la possibilité de les restreindre. A l'opposé, on trouve les électeur-ric-e-s des Vert/libéraux qui sont les plus susceptibles d'indiquer être plus en faveur de certaines restrictions des droits fondamentaux plutôt que de leur respect absolu.

En termes d'évolution entre le début de la pandémie en 2020 et 2021, on s'aperçoit que l'écart entre les répondant-e-s indiquant vouloir voter pour l'UDC et les répondant-e-s des autres partis a augmenté. On retrouve donc ce phénomène de polarisation déjà observé précédemment, chaque camp adoptant des positions plus tranchées.

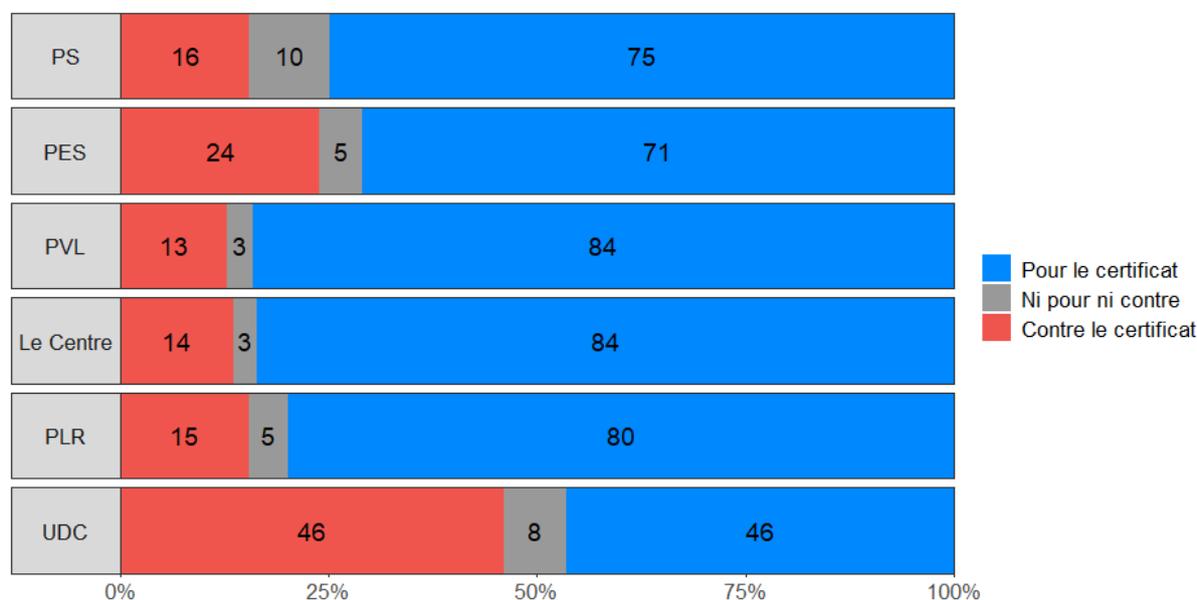
Une mesure concrète qui implique certaines restrictions en termes de libertés a été l'introduction du certificat COVID. Dans quelle mesure l'électorat des principaux partis politiques a-t-il été plus ou moins en faveur de celui-ci? ² Le graphique 8 indique la part des sympathisant-e-s des principaux partis politiques qui étaient pour, respectivement contre, le certificat, quelques semaines avant la votation de novembre 2021 sur la loi COVID.

Les partis du centre (PVL et Le Centre) étaient les plus favorables au certificat COVID (84 % d'opinions favorables), suivi de près par les sympathisant-e-s du PLR (80 %). On trouve ensuite les sympathisant-e-s des partis de gauche (PS et PES) avec près de 10 points d'opinions favorables en moins

² Voir également Rennwald, Line, Tresch, Anke & Lauener, Lukas (2022). Certificat covid: vers un nouveau clivage politique? DeFacto: <https://www.defacto.expert/2022/01/26/certificat-covid-vers-un-nouveau-clivage-politique/?lang=fr>

(75 et 71 %). Enfin, les sympathisant·e·s de l'UDC étaient particulièrement partagé·e·s sur cette question quelques semaines avant la votation sur la loi Covid de novembre 2021. A peu près la même proportion (46 %) de ces répondant·e·s indiquaient être en faveur du certificat ou contre celui-ci.

Graphique 8: Position concernant le certificat COVID, en septembre/octobre 2021



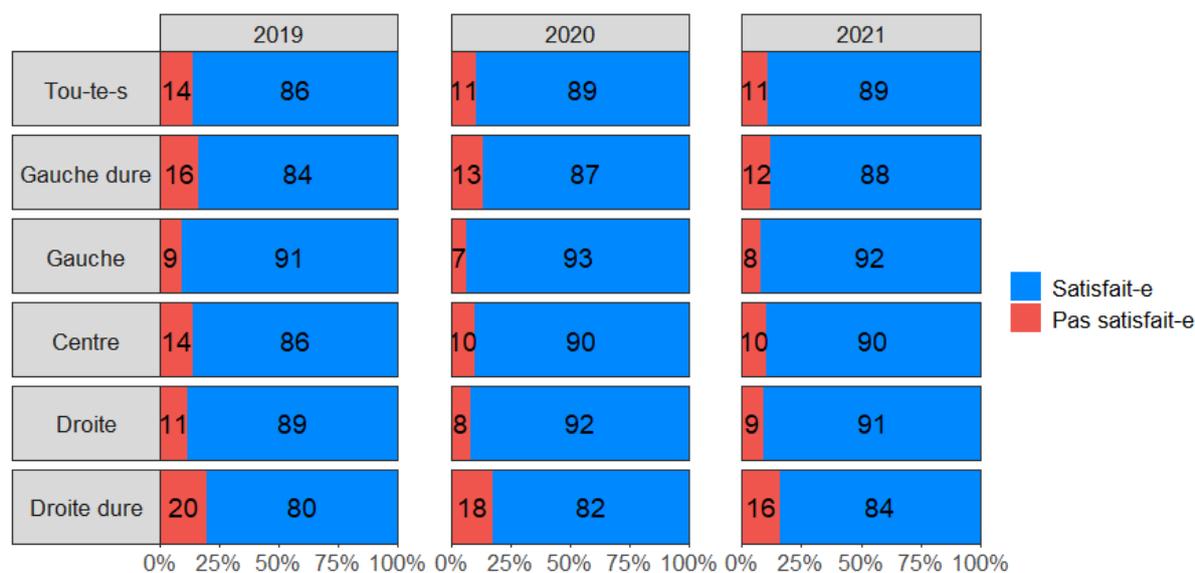
N (pondéré) = 2'314 (vague 5). La catégorie « pour le certificat » regroupe les personnes tout à fait pour et plutôt pour le certificat, la catégorie « contre le certificat » regroupe les personnes tout à fait contre et plutôt contre le certificat.

Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie

Au final, la situation actuelle représente une situation inédite pour la Suisse. Le rôle plus important joué par le Conseil fédéral et par les gouvernements cantonaux s'est fait parfois au détriment du pouvoir législatif. D'aucun·e·s ont d'ailleurs critiqué cet état de fait, notamment car celui-ci mettait à mal le fonctionnement de la démocratie suisse. Comment les personnes que nous avons interviewées ont-elles perçu cette situation? Sur la base des résultats de trois vagues, une avant la pandémie (vague 1), puis les deux vagues de l'enquête ayant été menées depuis le début de la pandémie (vagues 4 et 5), il est possible de caractériser l'évolution de la satisfaction avec la démocratie en Suisse (graphique 9).

Les résultats indiquent qu'une grande majorité des répondant·e·s sont assez ou très satisfait·e·s avec le fonctionnement de la démocratie en Suisse. Cette proportion a même légèrement augmenté depuis 2019, passant de 86 % à 89 % de personnes satisfaites (première ligne du graphique). Depuis le début de la pandémie, cette proportion dépasse même les 90 points de pourcentage pour les personnes qui indiquent être idéologiquement à gauche, au centre, ou à droite. Cependant, pour les personnes qui se positionnent aux deux extrêmes du continuum gauche-droite, la part de personnes satisfaites est moins élevée de 5 à 10 points de pourcentage. Néanmoins, le niveau de satisfaction moyen avec le fonctionnement de la démocratie a également augmenté pour ces répondant·e·s. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les personnes qui se revendiquent de gauche dure, la proportion de personnes satisfaites est passée de 84 % en 2019 à 88 % en 2021, tandis que pour les personnes se revendiquant de droite dure, cette part est passée de 80 % en 2019 à 84 % en 2021.

Graphique 9: Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie en Suisse (en %), selon l'auto-positionnement idéologique des répondant·e·s



N (pondéré) = 7'288 (vague 1), 2'422 (vague 4) & 2'243 (vague 5). Positionnement sur l'échelle gauche-droite: 0-2 (gauche dure); 3-4 (gauche); 5 (centre); 6-7 (droite); 8-10 (droite dure).

Opinions politiques en temps de pandémie

La pandémie de COVID-19, débutée à l'hiver 2019 et qui a frappé la planète au printemps 2020, a certainement bouleversé nos modes de vie. Ce bouleversement s'observe aussi dans le champ politique comme en témoignent les résultats de cette enquête longitudinale. On peut retenir quatre points principaux des résultats présentés dans ce rapport.

Premièrement, les citoyen·ne·s suisses accordent une importance toute particulière à la pandémie de COVID. Presque un tiers des répondant·e·s de notre enquête considère en effet qu'il s'agit actuellement du problème politique le plus important. Ce chiffre est similaire pour les sympathisant·e·s de cinq des six principaux partis politiques suisses. L'exception notable concerne les sympathisant·e·s des Vert·e·s qui ne sont « que » 18 % à considérer également qu'il s'agit du problème le plus important, contre près de 55 % qui estiment toujours que l'environnement est le problème le plus important. Néanmoins, même chez les personnes qui envisagent de voter pour les Vert·e·s, la thématique du COVID a gagné en importance au détriment de l'environnement. Par comparaison, l'électorat des Vert·libéraux est partagé de manière à peu près égale entre la problématique du COVID et celle de l'environnement (environ 31% de cet électorat pour chaque problème politique).

Deuxièmement, la pandémie se poursuivant, on semble assister à une polarisation grandissante entre deux camps: le camp des sympathisant·e·s de l'UDC, lequel·le·s sont plus critiques envers le certificat COVID et accordent moins de confiance envers les institutions politiques, les médias et la science, et les sympathisant·e·s des autres partis politiques qui font plus confiance aux institutions d'une manière générale et notamment dans leur gestion de la pandémie. Ces deux camps accordent une importance particulière à la problématique du COVID mais ne sont pas tout à fait d'accord sur la manière de gérer la crise. Finalement, les sympathisant·e·s des Vert·e·s se trouvent dans une position presque intermédiaire entre ces deux camps, même si leur position se rapproche plus du second camp.

Troisièmement, les différences entre régions linguistiques ne semblent pas très importantes, la Suisse italienne étant néanmoins quelque peu plus critique envers le Conseil fédéral. C'est un résultat important

considérant que la pandémie de COVID n'a forcément pas touché toute la Suisse de la même manière et n'a pas non plus donné lieu aux mêmes mesures de gestion de crise de la part des autorités cantonales, en tout cas au début de la crise.

Finalement, malgré la crise que nous vivons encore actuellement, laquelle a eu des répercussions au niveau politique, il semble que la majorité des citoyen·ne·s reste satisfaite de la démocratie suisse et conserve une confiance relativement élevée envers les autorités politiques. Il est probable que si la pandémie devait continuer encore pendant plusieurs années, cette satisfaction et confiance actuelle pourraient finir par être mises à mal. Cela semble déjà être le cas concernant la confiance envers les partis politiques en général et les médias.